L'INFLATION REDUCTION ACT OU LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE PAR LA PRODUCTION DE TECHNOLOGIES VERTES

Il y a trois ans à peine, les Etats-Unis rejetaient les accords de Paris sur le climat et l'exploitation des énergies fossiles figurait au centre de la politique énergétique du pays. Depuis lors, un puissant vent de changement s'est levé avec la signature par le Congrès américain, en août dernier, de la loi Inflation Reduction Act (ou IRA).

21.03.2023 Genève - CH

Investissement Responsable | Transition énergétique | Environnement | Développement durable

Aux yeux d'un certain nombre d'observateurs, cette législation, qui prévoit des dépenses de près de $ 370 milliards en faveur des technologies vertes, représente un succès politique interne pour l'administration Biden, une aide massive à la relance de l'économie et surtout une révolution en matière de lutte contre le changement climatique. Du côté européen, si de nombreux leaders ont critiqué les effets protectionnistes de l'IRA, la Commission Européenne n'est pas en reste et est en train de préparer sa réponse avec le Green Deal Industrial Plan.

L'Inflation Reduction Act et le verdissement de l'économie américaine

L'IRA est un paquet législatif, doté de plusieurs centaines de milliards de dollars, qui, à coup de subventions et d'avantages fiscaux en faveur de l'industrie des technologies propres, a pour objectif principal de verdir et de faire croître une économie américaine encore largement dépendante des énergies fossiles. Outre ce volet climatique, qui fait parler de lui en raison de la taille du budget, la législation vise également à réduire le déficit budgétaire américain avec un nouvel impôt sur les bénéfices entreprises américaines (15%) et à renforcer le système de sécurité sociale avec la réduction du prix des médicaments. L'enveloppe de près de $ 370 milliards, dévolue au climat, prévoit donc des crédits d'impôts sur l'investissement et sur la production pour les entreprises américaines actives dans les technologies vertes. Comme le montre le tableau ci-dessous, parmi les principaux domaines concernés, on retrouve les énergies renouvelables, l'énergie nucléaire, les véhicules électriques, les batteries, la production d'hydrogène vert, l'efficience énergétique des bâtiments, la capture du carbone, mais aussi les biocarburants, etc.

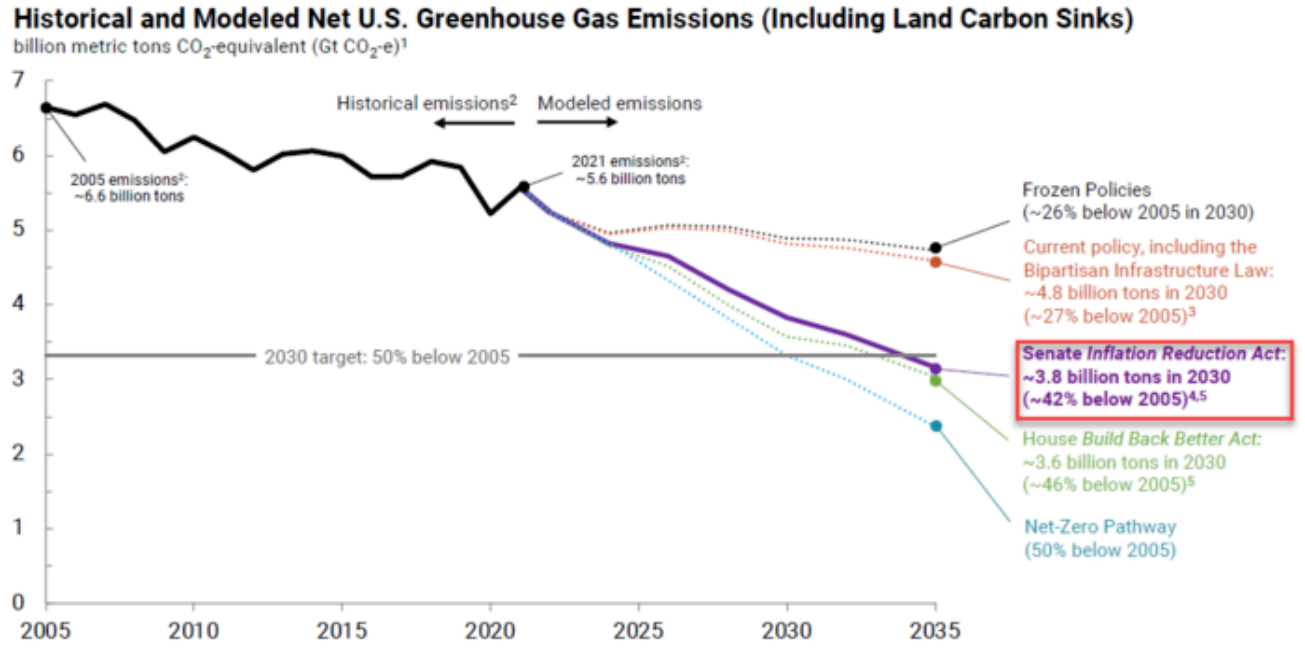
[Translate to Français:]

[Translate to Français:]

Avec l'IRA, les Etats-Unis mettent en œuvre les accords de Paris en baissant drastiquement les émissions de CO2. L'autre caractéristique de l'IRA est de favoriser une production de technologies propres « made in America ». En d'autres termes, les citoyens américains sont encouragés à acheter des voitures électriques de marque américaine composées de matériaux électroniques produits sur le sol américain. Derrière cette stratégie, il y a la volonté de casser la dépendance à la Chine en matière de composants électroniques pour les technologies propres. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, la Chine contrôle 60% des capacités de production des batteries, panneaux solaires et autres turbines éoliennes.

Les gagnants de l'IRA : le climat, l'emploi et … les entreprises américaines

Indubitablement, l'IRA constitue une révolution dans la manière dont les Etats-Unis appréhendent la question climatique. Selon les prévisions faites par des spécialistes, en plus des politiques existantes, l'IRA pourrait permettre d'ici 2030 une réduction d'environ 46% par rapport au niveau des émissions enregistrées en 2005.



[Translate to Français:]

[Translate to Français:] Source: repeatproject.org

Plusieurs centaines de milliers d'emplois, en lien avec les thématiques des énergies propres, seront créés selon les prévisions du World Economic Forum, ce qui favoriserait la déflation recherchée par le programme. Outre la cause climatique et la croissance économique, l'IRA sert directement les intérêts d'un certain nombre de secteurs et d'entreprises, en pointe sur les questions des technologies propres, américaines ou ayant des activités de production aux Etats-Unis. L'exemple du secteur automobile est intéressant. Avec une subvention de 7'500 USD du gouvernement pour l'achat d'un nouveau véhicule électrique, les marques automobiles américaines, et Tesla en tête, vont largement profiter de cette manne. Toute la chaîne de valeur du secteur des véhicules électriques est concernée avec les fabricants de composants électroniques (semi-conducteurs comme NXP Semiconductors) ou les fournisseurs de minerais pour les batteries (comme le lithium). Les incitations fiscales n'intéressent pas seulement les entreprises américaines mais également des sociétés européennes qui envisagent d'investir et de déménager leurs activités de production aux Etats-Unis. C'est, par exemple, le cas de l'entreprise espagnole Iberdrola qui, suite au passage de l'IRA, a annoncé en novembre 2022 son plan d'investir $ 36 milliards dans les énergies renouvelables et les réseaux électriques, avec l'objectif de réaliser 47% de cet investissement aux Etats-Unis. Volkswagen, Hyundai, Honda et Toyota ont également montré un intérêt pour étendre leur production aux Etats-Unis et profiter de ces aides.

Le EU Green Deal Industrial Plan : la réponse européenne à l'IRA

La dimension « protectionniste » de l'IRA - pleinement assumée par le gouvernement américain - a d'abord suscité l'inquiétude de plusieurs dirigeants européens qui ont dénoncé une brèche dans les règles du commerce international. Puis, en février 2023, la Commission Européenne a présenté le EU Green Deal Industrial Plan (GDIP), le plan adopté pour faire face à l'IRA mais aussi à la domination chinoise sur la production de technologies vertes. L'objectif est de mettre en place un environnement plus favorable au déploiement de capacités industrielles nécessaires pour devenir le premier continent à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Toutefois, à contrario de la stratégie climatique américaine qui repose exclusivement sur des mécanismes de subventions facilement accessibles dans tout le pays, le plan européen est d'ores et déjà critiqué en raison de sa complexité politique (27 Etats membres à coordonner) et de sa trop grande lourdeur réglementaire. Les prochaines étapes, dont l'adoption des politiques Net-Zero Industry Act et Critical Raw Materials Act dans le courant du mois de mars, seront décisives.

Si cette compétition économique et géopolitique autour de la production des technologies vertes semble féroce, elle a le mérite d'amener (enfin) des réponses à l'urgence climatique.

Information importante

N'hésitez pas à vous adresser à votre interlocuteur privilégié chez Mirabaud ou à nous contacter ici si ce sujet vous intéresse. Avec nos spécialistes dédiés, nous nous ferons un plaisir d'évaluer vos besoins personnels et de discuter des éventuelles solutions d'investissement qui seraient adaptées à votre situation.